

Plusieurs centaines de personnels des **PMI** manifestent à Paris

- **Paris (France) - 30 janvier 2014 16:58**
- **AFP / SOC**

Plusieurs centaines de personnes employées dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI) ont manifesté jeudi à Paris pour défendre "l'avenir" de ce service public, a constaté une journaliste de l'AFP.

Médecins, puéricultrices, sages-femmes, éducatrices ou psychologues - 700 manifestants selon les organisateurs - ont défilé depuis le métro Notre-Dame-des-Champs (6e arrondissement) jusqu'au ministère de la Santé (7e), à l'appel d'associations et de syndicats de professionnels de santé.

Derrière une banderole de tête proclamant "Assurons l'avenir de la PMI", les manifestants brandissaient ballons et petites affichettes sur lesquelles était écrit "PMI en danger = enfants en danger" "Alertez les bébés, la PMI est en danger" ou encore "Une femme enceinte sur cinq suivie en PMI. Et demain?".

Les centres de PMI, qui dépendent des conseils généraux, assurent la prévention et le suivi des enfants jusqu'à six ans, l'accompagnement des femmes enceintes mais aussi des consultations sur la contraception.

Une vingtaine de rassemblements ou manifestations étaient aussi organisés en province.

"On restreint de plus en plus le nombre de pôles en regroupant les professionnels", a expliqué à l'AFP Jean-Pierre Chassang responsable syndical de la CGT services publics, donnant l'exemple d'Antony (Hauts-de-Seine) qui comptera bientôt deux centres de PMI contre quatre auparavant.

Le syndicaliste déplore également le manque de professionnels: selon lui, il est de plus en plus difficile de recruter des médecins en raison d'une "grille indiciaire (salaires) catastrophique".

Par ailleurs, "nous souhaitons obtenir une enveloppe budgétaire dédiée à la PMI", a-t-il ajouté.

"Nous nous battons pour sauvegarder ces services qui offrent une médecine de prévention gratuite ouverte à tous", a dit de son côté Pierre Suesser, président du syndicat des médecins de PMI.

"En 30 ans, nous sommes passés de 6.500 points de consultation pour enfants à 4.300. Dans certains quartiers de banlieue, faute de moyens, 20% des consultations ne peuvent être assurées", selon lui.

Dans le cortège, Carine Gomis, puéricultrice en PMI en Seine-Saint-Denis, témoigne: "Dans la pratique c'est insupportable, nous sommes débordées, surchargées de boulot. Résultat, nous devons faire des choix, établir des priorités, refuser des visites à domicile, ce qui est contraire à notre mission de prévention."

Et ce, "d'autant plus qu'avec la crise, il y a beaucoup de précarité et plus de demandes de soutien", dit-elle.

Une délégation devait être reçue dans l'après-midi au ministère de la Santé.

cca/db/sd